

**Pour stopper la casse de l'Éducation prioritaire
Pour obtenir les moyens nécessaires**



**Entrons dans le mouvement avec
nos collègues des lycées**

TOUS EN GRÈVE LE 3 JANVIER

En 2014, la ministre Najat Vallaud-Belkacem a lancé une « réforme de l'Éducation Prioritaire » doublement critiquable : non seulement elle n'a donné **aucun moyen supplémentaire aux collèges et écoles** qui en avaient besoin, mais elle a **autoritairement sorti tous les lycées** du dispositif.

**C'est le moment : grève reconductible
dès janvier pour gagner !**

Face à la mobilisation, la ministre a été obligée d'infléchir son discours. Elle a même prétendu que « les grévistes ont raison ». Devant l'Assemblée, elle a loué le "travail incommensurable des professeurs de l'éducation prioritaire" allant même jusqu'à affirmer que nous sommes "l'honneur de la République". **Tous ensemble, nous pouvons arracher au gouvernement un maximum de moyens pour l'Éducation prioritaire et obliger la Ministre à passer des beaux discours aux actes. Les engagements que nous pourrons obtenir du gouvernement aujourd'hui rendront d'autant plus ardue à la prochaine majorité la tâche de détruire l'éducation prioritaire.**

Le collectif "touche pas ma ZEP" a donc lancé un **ultimatum à la Ministre. Si elle ne répond pas à ses demandes, il n'y aura pas de rentrée en janvier 2017.** Un préavis de grève reconductible est d'ores et déjà déposé.

Le collectif appelle à se mettre **massivement en grève dès le 3 janvier.**

Malgré la mobilisation massive des lycées, aucun moyen pérenne pour faire réussir les élèves

La ministre prétend faire disparaître les indemnités et les bonifications pour mutations à partir de la rentrée 2020, mettant à mal la stabilité des équipes.

Aucun engagement sérieux n'a été donné sur les moyens si ce n'est 450 hypothétiques postes à la rentrée 2017. Quant à la carte élargie de l'éducation prioritaire, la ministre l'a renvoyée... au prochain quinquennat !

La scolarité de nos élèves des écoles et collèges ne s'arrête pas à 15 ans ! Leur contexte familial n'est pas transformé par magie au moment où ils entrent en seconde. Ils ont besoin d'être soutenus aussi au lycée pour obtenir le baccalauréat et se préparer à l'enseignement supérieur.



Dans les écoles et les collèges : les moyens ne sont pas au rendez-vous !

Dans les collèges, l'application de la **catastrophique réforme du collège** a abouti à de nombreuses suppressions d'options, en particulier dans les collèges populaires. Les DHG n'ont apporté **aucun moyen supplémentaire.** Dans les collèges REP+ (**Rien En Plus**), la pondération n'est pas effective, mais effectuée en heures supplémentaires. Bien souvent, les chefs d'établissement se servent de cette pondération pour tenter d'imposer des « concertations » mettant à mal la liberté pédagogique des enseignants. Dans les écoles, même constat : les suppressions de postes se poursuivent ; dans les établissements des **départements populaires**, le manque d'enseignants aboutit au non-remplacement des collègues en arrêt ou en formation. Le dispositif « **plus de maîtres que de classes** » est une **chimère.** Les élèves perdent de plus en plus de journées de classe du fait des absences non remplacées.

La mobilisation se renforce chaque jour

Une grève nationale le 29 novembre à nouveau très suivie dans toute la France (à Dreux, Lille, Rouen, Paris et Marseille). De nombreux collèges, ainsi que des collègues du premier degré, ont rejoint le mouvement.

À ce jour, **90 lycées issus de 14 académies** ont signé l'appel "Touche pas ma ZEP".

Un mouvement soutenu par une **intersyndicale nationale** (SNES-FSU, CGT éducation, SNEP-FSU, SNFOLC, SNETAA-FO, SNUEP-FSU, SUD éducation)

Une **couverture médiatique très large** (presse écrite, télé, radios) a permis de mettre en pièces la communication du Ministère.



<http://tpamz.levillage.org/>